Octobre 2011 - n°193

FRuiTROP

Version française

Dossier du mois

LA NOIX DE COCO

Tomate d'hiver : une campagne 2011-2012 précoce

Marché mondial bananier : une crise plus structurelle que conjoncturelle

Litchi de Madagascar : la voie du progrès !

Marché européen de la papaye : promesse non tenue

http://passionfruit.cirad.fr

Contenu publié par l'Observatoire des Marchés du CIRAD – Toute reproduction interdite

cirad

Marché mondial bananier

Une crise plus structurelle que conjoncturelle

La dépression bananière de ces derniers mois fait craindre que le marché n'entre dans une nouvelle crise structurelle grave. Si les capacités de production restent intactes à la sortie de la saison cyclonique, l'offre en 2012 sera pléthorique. D'autant que le plan d'urgence avorté mis en place par l'Equateur montre combien il est difficile de réguler l'offre. Il n'est de toute façon plus question de le faire côté demande : l'oraison funèbre de l'OCMB a été prononcée il y a déjà longtemps.

En général, le monde se partage entre optimistes et pessimistes. Le monde bananier, lui, se scinde entre pessimistes et inconscients. En ce moment, les premiers se rencontrent plus fréquemment que les seconds. Ce groupe est historiquement formé par les tenants d'un marché bananier ouvert à tous les vents. En effet, l'OMC, la Commission européenne, le gouvernement équatorien et la majorité des Etats membres européens ou encore les Etats-Unis sont pétris de l'idée que le monde bananier sera meilleur avec un marché européen dérégulé. Le groupe des pessimistes, peu ou prou tous les opérateurs de la filière, subit en quelque sorte les délires des inconscients. Depuis 2006, année 1 du processus de libéralisation, les effets du climat ont largement occulté les conséquences du changement réglementaire sur le marché européen. Certains, avec une bonne dose de mauvaise foi, ont ainsi remis en cause l'effet déprimant du passage d'un système contingentaire à un système tarifaire assorti d'une baisse programmée du droit de douane.

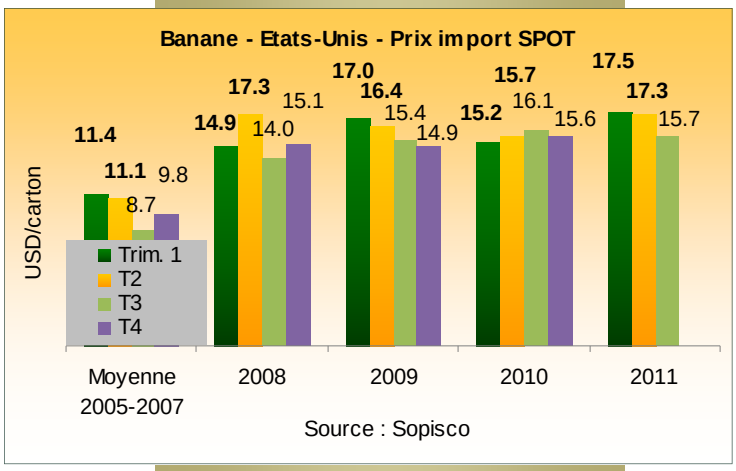
Les années 2011 et sans doute 2012 seront celles qui vérifieront les sinistres oracles. Alors que nous avions terminé l'année 2010 et commencé 2011 sur une vague d'optimisme proche de l'exaltation (prix record à l'importation en Europe et aux Etats-Unis), le retournement a été violent au second trimestre et s'est largement amplifié au troisième.

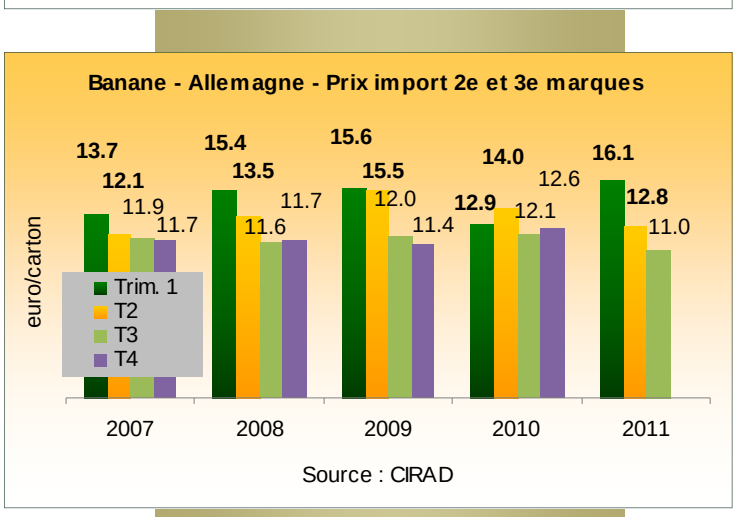
On peut globalement identifier un fautif à cette dégradation du marché : l'emballement des quantités commercialisées au niveau mondial et notamment européen. En effet, 2011 vérifie la relation classique entre offre et demande. La tendance de fond est nette : 5 % de volumes supplémentaires entre avril et juillet 2011 par rapport à la même période de 2010. Mois par mois, les dépassements s'élèvent entre + 2 et + 8 %. Finalement, 76 000 tonnes de plus ont été commercialisées sur quatre mois. Un autre indice de cette pression de l'offre nous est donné par l'Equateur, premier fournisseur mondial, qui n'a jamais autant exporté : 193 millions de cartons sur les huit premiers mois de 2011, soit 15 à 20 millions de plus que les années précédentes.

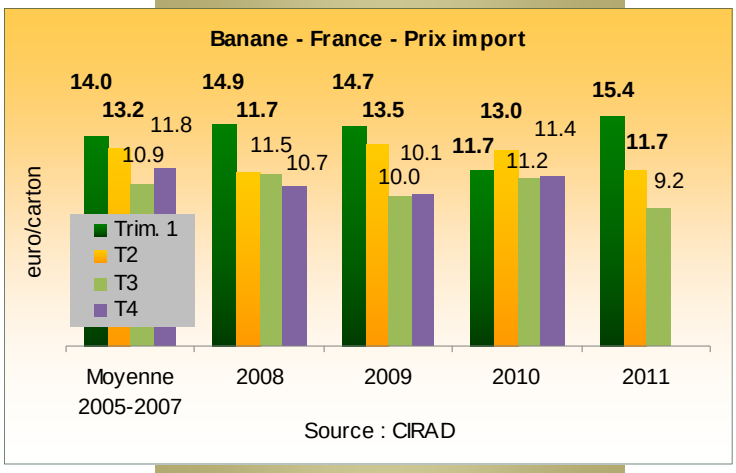
L'augmentation des quantités commercialisées dans l'UE cache tout de même quelques subtilités. Ainsi, les révolutions en Méditerranée ont perturbé les flux de banane en faisant revenir une partie des fruits vers l'UE. La crise autour des fruits d'été n'a pas non plus arrangé les choses. Le syndrome du concombre pestiféré a aussi eu un impact sur la demande, creusant encore un peu plus le fossé avec l'offre pléthorique disponible. Enfin, les effets plus ou moins diffus de la crise économique ont aussi pesé sur la consommation en général. Mais il ne faut pas se tromper. Ces facteurs conjoncturels n'ont fait qu'aggraver la tendance qui est clairement à une augmentation de l'offre de banane sur le marché mondial et plus particulièrement sur la zone Europe.

© Denis Loeillet

Contenu publié par l'Observatoire des Marchés du CIRAD – Toute reproduction interdite







Merci à l'Oncle Sam

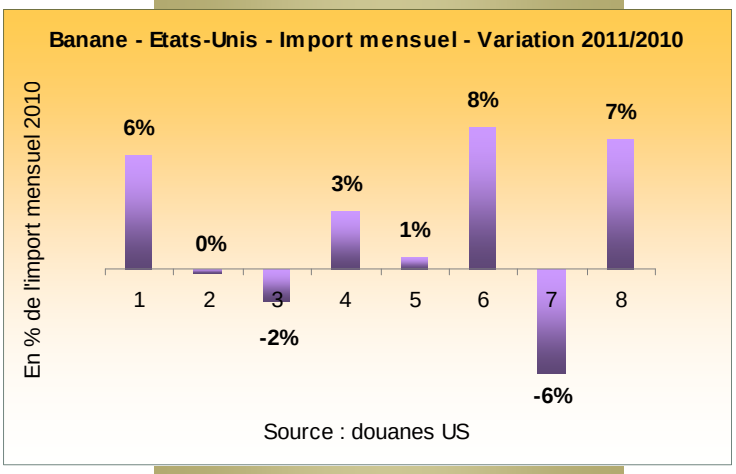
Le salut ou, en tout cas, le sauvetage relatif du marché est sans doute venu des Etats-Unis. Le pyromane a joué, à son insu, au pompier. Les quantités mensuelles importées aux Etats-Unis ont régulièrement augmenté durant toute l'année 2011. Par rapport à la moyenne triennale 2008-2009-2010, le surplus mensuel varie de 3 à 10 %. Seules les importations de mars ont été stables. Sur les sept premiers mois, quelque 130 000 tonnes supplémentaires ont été importées aux Etats-Unis. Contrairement aux prix importation européens qui se sont effondrés sur la période, ceux des Etats-Unis se sont au pire maintenus et au mieux améliorés. La structure très particulière du marché américain a permis ce tour de force. Encore une preuve que l'organisation d'un marché, que ce soit sur une base volontaire comme c'est le cas aux Etats-Unis, ou sous la contrainte via la réglementation, comme ce fut le cas pendant près de 15 ans en Europe, est à même de maintenir un niveau équitable de prix pour tous, y compris les consommateurs. En effet, avec ou sans réglementation de marché, les prix de détail semblent en grande partie déconnectés du prix importation : ils n'ont subi aucune inflation majeure aux USA ou en Europe. Ils sont à tel point déconnectés que, dans le cas français, les prix détail ont augmenté sensiblement cet été alors que l'offre était abondante.

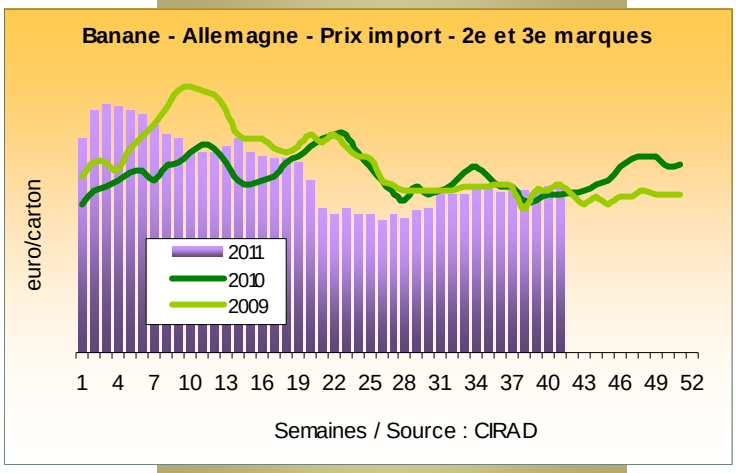
Les effets dérisoires de la régulation par l'offre

Une fois le constat établi, la question centrale est de savoir si cette crise est davantage structurelle que conjoncturelle. Car, sur la longue période, le marché bananier, comme n'importe quel marché notamment agricole, est ponctué et façonné par les crises. Certains indices permettent, sinon de conclure, du moins d'orienter la réflexion vers l'hypothèse « crise structurelle ». Trois exemples s'offrent à nous. En premier lieu, on soulignera le déclenchement du plan d'urgence bananier en Equateur. Depuis le 18 août 2011, les autorités ont mis en place un fond de soutien aux petits producteurs doté d'un peu plus de 10 millions d'euros. L'objectif était de retirer du marché 1 million de régimes par semaine sur les 5 millions exportés et de les distribuer aux petits éleveurs situés dans la Cordillère ou de les envoyer aux pays amis comme Cuba ou le Venezuela. Le système s'est vite transformé en fiasco total. A peine 100 000 régimes par semaine ont été achetés, soit moins de 2 % de l'offre « officielle » équatorienne. Les règles d'éligibilité (facture, inscription à des registres de producteurs, déclaration d'impôt, etc.) sont vite apparues comme rédhibitoires pour la grande majorité des producteurs. En outre, le transport de la zone de production à la Cordillère n'était pas organisé et encore moins financé. De plus, beaucoup de producteurs se plaignent de n'avoir pas été payés à temps, entamant encore davantage leur peu de capital confiance envers le gouvernement équatorien. Enfin, le programme a mis tellement de temps à se mettre en place que le marché a fait son travail. Les prix d'achat sont remontés à 4 USD/régime,

Contenu publié par l'Observatoire des Marchés du CIRAD – Toute reproduction interdite

© Denis Loeillet





enterrant définitivement ce plan d'urgence. On parle désormais d'un soutien financier au traitement aérien contre la cercosporiose noire pour les petits producteurs.

Dans un autre registre, il est intéressant de s'arrêter sur la politique interventionniste du gouvernement équatorien. C'est bien, c'est de bonne politique, c'est souvent la seule solution en agriculture du fait de la très grande volatilité des prix agricoles. Pourtant, dans la série « faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais », cette politique est de la même essence théorique que celle qui a inspiré l'OCM banane dont le principal fossoyeur fut l'Equateur. Dommage !

La Colombie et le Costa Rica nous donnent le second exemple. Ils ont récemment réduit volontairement et pour une période donnée leurs exportations afin de maintenir les prix mondiaux. Fait rarissime et c'est en 2011 que cela arrive ! Enfin, côté sociétés de commercialisation, les grandes manoeuvres capitalistiques et organisationnelles de Dole en Europe, même si elles ne sont pas liées à la seule crise actuelle, prouvent que les entreprises du secteur souffrent et s'attendent à souffrir davantage.

On retiendra aussi l'effet du taux de change qui contribue très largement pour certains pays exportateurs à leur compétitivité, notamment sur le marché européen. Ainsi, la baisse relative de l'euro face au dollar ces derniers mois a entamé le revenu des producteurs latino-américains.

Prophétie maya à la sauce banane

Au risque d'être une nouvelle fois alarmiste, on peut prophétiser que l'année 2012 sera particulièrement dangereuse pour le secteur bananier. En effet, au moment où nous écrivons ces lignes, les capacités de production sont intactes alors que nous sommes sortis de la saison cyclonique. Certes, les pluies ont été très denses sur toute l'Amérique centrale et l'arc Caraïbe, mais les cyclones ont épargné les zones bananières. C'est évidemment inestimable pour les populations locales, mais une menace à venir pour le marché mondial. Si l'on se remémore les années précédentes, le marché mondial a vécu au rythme des saisons cycloniques, des coups de vents, des Niño et Niña et des inondations. Une année plus calme sur le front climatique et l'offre mondiale augmentera mécaniquement. Et face à cette offre en forte inflation, les mécanismes de régulation se sont évaporés, notamment pour l'UE.

Les Mayas pourraient donc avoir raison. Ils ont prévu la fin du monde, pas forcément que bananier, pour décembre 2012. Pourquoi attendre cette date ? Les effets avant-coureurs pourraient se vérifier dès les premiers mois de 2012 ! A moins qu'avant cela le ciel ne nous tombe sur la tête ■

Denis Loeillet, CIRAD
denis.loeillet@cirad.fr

Contenu publié par l'Observatoire des Marchés du CIRAD – Toute reproduction interdite